

Motion votée par l'AG commune des laboratoires FRAMESPA, LISST et TRACES le 22 janvier 2020

L'AG commune des laboratoires FRAMESPA, LISST et TRACES, tenue le 22 janvier 2020 à la Maison de la Recherche de l'Université Toulouse - Jean Jaurès, dénonce les objectifs du projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR), qui :

1. **Renforcent la concurrence entre laboratoires**, alors que la connaissance se construit dans les échanges, la coopération et les partenariats ;
2. **Accroissent la précarité de tous les personnels**, alors que la recherche a besoin de temps et de stabilité ; précarité qui, en outre, renforce la concurrence et isole les personnes, en particulier les jeunes chercheur.e.s ;
3. **Conditionnent clairement la viabilité de la recherche à des logiques de financement par appels à projets**, qui limitent le champ des questionnements, la dimension critique et l'autonomie dans la production de savoirs, sapant l'essence même de la recherche ;
4. **Menacent particulièrement les générations à venir et en devenir** engagées dans tous les métiers de la recherche (enseignant.es-chercheur.es et chercheur.es, personnels de soutien et de support) empêchant ainsi les solidarités intergénérationnelles.

Elle s'alarme particulièrement de la remise en cause du statut des enseignant.es-chercheur.es et des chercheur.es comme de l'aggravation du processus de contractualisation de l'ESR, de la remise en cause des fonctions du CNU et de l'évaluation des carrières par les pairs.

Ces propositions n'apportent aucune solution à la dégradation dramatique de nos conditions de travail et à la précarisation des personnels BIATSS et ITA comme des jeunes chercheur.es déjà affecté.es par la réforme récente de l'assurance chômage. Ces projets de développement de nouveaux contrats précaires mettent en danger le statut des personnels de l'ESR et ruinent leur capacité à assurer leurs missions de service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Elle appelle les composantes et les collègues de l'ESR à se mobiliser dans le cadre du mouvement national contre la LPPR et la réforme des retraites.

Motion adoptée avec 52 voix (6 voix pour la motion sans mention de réforme des retraites)

L'AG appelle par ailleurs :

- à participer aux journées de mobilisation et de manifestations contre la réforme des retraites (52 pour, 1 contre, 1 NPPV)
- à la grève de la recherche (report des colloques et journées d'étude, de la rédaction d'articles, etc...) jusqu'à la prochaine AG (31 pour, 3 contre, 15 abst, 1 NPPV).

La prochaine AG initialement prévue le 29 a été repoussée au jeudi 30 à 12h30 afin de ne pas chevaucher la prochaine journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Le lieu reste à préciser.